

Curriculum Vitae

Marianne Cottin

Maître de conférences (HDR) en droit privé et sciences criminelles
Université Jean Monnet – Saint-Etienne
Membre du Centre de Recherches Critiques sur le Droit (CERCRID- UMR 5137)
Courriel : marianne.cottin@univ-st-etienne.fr

Thèmes principaux de recherche : Procédure civile, Organisation juridictionnelle

Parcours professionnel

Depuis 1999 Maître de conférences en droit privé, Université Jean Monnet - Saint-Etienne
1996-1998 Attachée d'enseignement et de recherche, Université Jean Monnet - Saint-Etienne
1993-1996 Allocataire-monitrice, Université Jean Monnet - Saint-Etienne

Formation - Titres et diplômes universitaires

2014 Promotion par le CNU au grade de Maître de conférences hors classe
2013 Habilitation à Diriger des Recherches en sciences juridiques, politiques, économiques de gestion
Université Jean Monnet – Saint-Etienne
1999 Qualification à la maîtrise de conférences en droit privé
1998 Doctorat en droit privé et sciences criminelles, Université Jean Monnet - Saint- Etienne
L'accès à la Cour de cassation, Etude du droit au pourvoi devant les chambres civiles de la Cour de cassation

Activités scientifiques

Publications

Voir *infra* la liste des publications

Responsabilités scientifiques

Co-responsable scientifique de l'axe de recherche *Décisions et activités décisionnelles* du CERCRID de 2011 à 2016

Membre élu du Conseil de laboratoire du CERCRID depuis 2004

Direction de recherches collectives

2013-2017 (en cours) – Direction avec B. Munoz-Perez d'un groupe de travail sur *L'intégration des activités civiles du parquet dans le dispositif statistique du ministère de la Justice*, installé en février 2013 et renouvelé en 2016 par le ministère de la Justice (DACS), avec le soutien de la Mission de recherche Droit et Justice.

2011-2012 - Responsable d'un programme de recherche intitulé *Le parquet en matière civile, sociale et commerciale, Recensement des textes et étude empirique des activités non pénales du parquet*, Recherche réalisée avec le soutien de la Mission de recherche Droit et Justice.

Activités pédagogiques

Responsabilités pédagogiques

Responsable du Master 1 Professions de la justice depuis 2016

Responsable du Master 1 Droit et Justice de 2013 à 2016

Responsable de la Capacité en droit depuis 2005

Directrice de l'Institut d'Etudes judiciaires de Saint-Etienne de 2001 à 2004

Principaux enseignements

Cours magistraux : Procédure civile, Organisation juridictionnelle, Introduction générale au droit, Notions fondamentales de droit privé, Droit de la famille

Formation continue : Interventions à l'Ecole nationale de la magistrature (ENM), à l'Ecole nationale de sécurité sociale (EN3S)

Responsabilités administratives – Activités d'intérêt général

Membre élu du Conseil de la faculté de droit de 2007 à 2016

Membre de la Commission de spécialistes de droit privé (2000-2007), membre de la Commission locale de recrutement depuis 2008

Membre du Comité de sélection de l'Université Jean Monnet - Saint-Etienne (2012 et 2013)

Membre du Comité de sélection de l'Université Lumière Lyon 2 (2013)

Membre du jury de l'examen d'entrée à l'Ecole des avocats (2004, 2010)

Membre du jury du CAPA à l'école des avocats de Lyon (2004)

Travaux et publications

Rapports de recherche collective

M. Cottin (dir.) et B. Munoz-Perez (dir.), *La nomenclature des activités civiles du parquet*, Rapport du groupe de travail sur l'intégration des activités civiles du parquet dans le dispositif statistique du ministère de la justice, Ministère de la justice, 2015

M. Cottin (dir.), S. Bouabdallah, P. Deumier, V. Perrocheau, D. Zerouki *et al.* *Le parquet en matière civile, sociale et commerciale*, Recherche réalisée avec le soutien de la Mission de recherche Droit et Justice, 2011
http://www.gip-recherche-justice.fr/catalogue/requete_resultat2.php?reference=481

P. Ughetto (dir.), J-M. Weller (dir.), A. Mathieu-Fritz, N. May, **M. Cottin et al.** *Les juges de proximité au travail*, Recherche réalisée avec le soutien de la Mission de recherche Droit et Justice, 2009

I. Sayn (dir.), S. Bouabdallah, **M. Cottin**, S. Julliot, S. Laulom *et al.* *Naissance et évolution d'une juridiction*, 2007

P. Ancel (dir.), **M. Cottin**, F. Perret-Richard, M. C. Rivier, P. Soustelle, *Les décisions d'expulsion d'occupants sans droit ni titre*, Ministère de la Justice, 2003

M-C. Rivier (dir.), P. Ancel, G. Blanc, **M. Cottin**, O. Gout, *et al.* *Les modes alternatifs de règlement des conflits*, Recherche réalisée avec le soutien de la Mission de recherche Droit et Justice, 2001

P. Ancel (dir.), C. Beroujon (dir.), **M. Cottin**, O. Gout, P. Soustelle. *La prise en compte par le droit du coût de la durée du procès*, Recherche réalisée avec le soutien de la Mission de recherche Droit et Justice, 1999

Ouvrages co-dirigés

M. Zwickel, **M. Cottin**, F. Ferrand, , *Die Modernisierung der Ziviljustiz in Deutschland und Frankreich : Tagungsband zum deutsch-französischen Forschungsatelier in Erlangen von 16. bis 18. März 2015 / La modernisation de la justice civile en Allemagne et en France : actes de l'atelier de recherche franco-allemand à Erlangen du 16 au 18 mars 2015*, JWV, Studien zum Europäischen Privatrecht und zur Rechtsvergleichung, 2016, 285p.

M. Zwickel, **M. Cottin**, F. Ferrand, *Die organisatorische Modernisierung der Ziviljustiz in Deutschland und Frankreich : Tagungsband zum deutsch-französischen Forschungsatelier in Saint-Etienne und Lyon von 17. bis 19. März 2014 / La modernisation organisationnelle de la justice civile : actes de l'atelier de recherche franco-allemand à Saint-Etienne et Lyon du 17 au 19 mars 2014*, JWV, Studien zum Europäischen Privatrecht und zur Rechtsvergleichung, 2015, 310 p.

Ouvrages, études juridiques

M. Cottin, *Assignment en paiement*, Dictionnaire permanent recouvrement de créances et procédures d'exécution, Ed. législatives, mise à jour permanente

M. Cottin, *Astreinte*, Dictionnaire permanent recouvrement de créances et procédures d'exécution, Ed. législatives, mise à jour permanente

M. Cottin, *Transaction*, Dictionnaire permanent recouvrement de créances et procédures d'exécution. Ed. législatives, mise à jour permanente

Articles et notes

M. Cottin, « Le rôle du parquet en matière civile : enjeux et perspectives », *in Le rôle du parquet civil en matière judiciaire*, Revue Justice actualités (RJA), déc. 2016, p. 96

M. Cottin, « La communication électronique dans le procès civil français », *in M. Zwickel, M. Cottin, F. Ferrand (dir.), La modernisation de la justice civile en Allemagne et en France : actes de l'atelier de recherche franco-allemand à Erlangen du 16 au 18 mars 2015*, JWV, Studien zum Europäischen Privatrecht und zur Rechtsvergleichung, 2016, pp. 61-70

M. Cottin et R. Montagnon, « Les défis organisationnels de la modernisation de la justice », M. Zwickel, M. Cottin, F. Ferrand (dir.), *La modernisation organisationnelle de la justice civile : actes de l'atelier de recherche franco-allemand à Saint-Etienne et Lyon du 17 au 19 mars 2014*, JWV, Studien zum Europäischen Privatrecht und zur Rechtsvergleichung, 2015, p. 15-29

M. Cottin, F. Ferrand et M. Zwickel, « Lignes directrices pour la modernisation organisationnelle de la justice », *in M. Cottin, F. Ferrand, M. Zwickel (dir.), La modernisation organisationnelle de la justice civile : actes de l'atelier de recherche franco-allemand à Saint-Etienne et Lyon du 17 au 19 mars 2014*, JWV, Studien zum Europäischen Privatrecht und zur Rechtsvergleichung, 2015, p. 263-304

M. Cottin et F. Perret-Richard, « Le règlement Bruxelles I bis est entré en application le 10 janvier 2015 », *Recouvrement de créances et procédures d'exécution*, Bull. n° 178, Zoom, janv. 2015

M. Cottin, « L'introduction d'une action de groupe est possible depuis le 1er octobre 2014 », *Recouvrement de créances et procédures d'exécution*, Bull. n° 175, Zoom, oct. 2014

M. Cottin, « L'action en groupe a été introduite en droit français », *Dictionnaire permanent, Recouvrement de créances et procédures d'exécution*, Bull. n° 170, Zoom, avril 2014

M. Cottin, « Action en justice par ou contre un indivisaire », *Dictionnaire permanent, Recouvrement de créances et procédures d'exécution*, Bull. n° 163, Zoom, sept. 2013

M. Cottin, « Les activités non pénales du parquet », *Les cahiers de la justice*, 2012/2, pp. 161-168

M. Cottin et F. Perret-Richard, « Régime applicable aux accords auxquels le juge accorde force exécutoire », *Dictionnaire permanent, Recouvrement de créances et procédures d'exécution*, Bull. n° 146, Zoom, févr. 2012

- M. Cottin et J.Y. Borel, « Nouvelle répartition des contentieux et allègement de certaines procédures », *Dictionnaire permanent, Recouvrement de créances et procédures d'exécution*, Bull. n° 145, Zoom, janv. 2012
- M. Cottin et F. Perret-Richard « Elargissement des titres exécutoires par le nouveau régime de la médiation », *Dictionnaire permanent, Recouvrement de créances et procédures d'exécution*, Bull n° 144, Zoom, déc. 2011
- M. Cottin, « Recours à la transaction pour régler les conflits en matière administrative », *Dictionnaire permanent, Recouvrement de créances et procédures d'exécution*, Bull. n° 138, Zoom, mai 2011
- M. Cottin et P. Soustelle, « La preuve en droit civil et droit des affaires », *Le nouveau journal des huissiers de justice*, janv-févr. 2009, n° 112
- M. Cottin, « Application des procédures européennes : règlement des petits litiges (suite) », *Dictionnaire permanent, Recouvrement de créances et procédures d'exécution*, Bull n° 112, Repères, janv. 2009
- M. Cottin, « Application des procédures européennes : règlement des petits litiges », *Dictionnaire permanent, Recouvrement de créances et procédures d'exécution*, Bull. n° 111, Repères, déc. 2008
- M. Cottin, « Création d'une procédure européenne de règlement des petits litiges », *Dictionnaire permanent, Recouvrement de créances et procédures d'exécution*, Bull. n° 97, Repères, sept. 2007
- M. Cottin, « La tentative de conciliation du judiciaire et de l'administratif par les règles procédurales » in I. Sayn (coord), *Naissance et évolution d'une juridiction : le contentieux général de la sécurité sociale entre ordre judiciaire et droit administratif*, Convention de recherche Univ. Jean Monnet / Ministère des affaires sociales (DREES-MIRE), 2007, pp. 69-86
- M. Cottin, « L'action des associations de consommateurs en suppression des clauses abusives », note sous Cass. 1^{er} civ. 1^{er} févr. 2005, *Dictionnaire permanent, Recouvrement de créances et procédures d'exécution*, Bull. n° 70, Repères, mars 2005
- M. Cottin, « Nouvelles répartitions des compétences du juge de proximité et des tribunaux d'instance et de grande instance », *Dictionnaire permanent, Recouvrement de créances et procédures d'exécution*, Bull. n° 69, Repères, févr. 2005
- P. Ancel et M. Cottin, « L'efficacité procédurale des clauses de conciliation ou de médiation », *Recueil Dalloz* 2003, pp. 1386-1391
- M. Cottin, « La Cour de cassation se dote d'une procédure d'admission des pourvois en cassation », *Recueil Dalloz* 2002, pp. 748-750
- P. Ancel et M. Cottin, « Le coût de la durée du procès pour les parties : les intérêts de retard dans le procès civil », *Revue internationale de droit économique*, numéro spécial : De l'économie de la justice, 1999/2, pp. 239-252
- M. Cottin, « Point de départ des intérêts sur les sommes à restituer après cassation d'une décision de justice : quelle décision ouvre droit à restitution ? », note sous Cass. com. 20 janv. 1998, *Recueil Dalloz Sirey* 1999, pp. 261-264
- M. Cottin, « La réforme de la procédure française par le décret n° 95-1231 du 28 décembre 1998 - la réalisation du rapport Coulon », *ZZP Int.* 4, 1999, pp. 53-65

Points d'actualité au Bulletin mensuel Recouvrement de créances et procédures d'exécution du Dictionnaire permanent (Editions législatives)¹

2016

- « Impact de la loi « Justice du XXI^e siècle » sur la transaction », Obs. sur L. n° 2016-1547, 18 nov. 2016 de modernisation de la justice du XXI^e siècle, Bull. 199, déc. 2016.
- « Impact de la loi « Justice 21 » sur les déclarations au greffe devant le TI », Obs. sur L. n° 2016-1547, 18 nov. 2016 de modernisation de la justice du XXI^e siècle, Bull. 199, déc. 2016.
- « Impact de la loi « Justice du XXI^e siècle » sur les actions de groupe », Obs. sur L. n° 2016-1547, 18 nov. 2016 de modernisation de la justice du XXI^e siècle, Bull. 199, déc. 2016.
- « Nature de l'ordonnance d'homologation d'une transaction », note sur Cass. 2e civ., 1er sept. 2016, n° 15-22.915, n° 1219 P + B, Bull. 196, oct. 2016
- « Recodification des articles relatifs à la médiation et à l'action de groupe », obs. sur Ord. n° 2016-301, 14 mars 2016 relative à la partie législative du code de la consommation, Bull. 193, mai 2016.
- « Autorité de chose jugée de la transaction », note sur Cass. 1re civ., 17 mars 2016, n° 14-27.168, Bull. 19, avril 2016
- « Modification de la procédure européenne de règlement des petits litiges », Obs. sur Règl. (UE) 2015/2421 du Parlement européen et du Conseil, 16 déc. 2015, Bull. 189, janvier 2016

2015

- « Nature de l'action en liquidation d'une astreinte », Note sur Cass. 1re civ., 23 sept. 2015, n° 14-19.098, Bull. n° 189, nov. 2015.
- « Vers la création de tribunaux de commerce spécialisés pour toute la France », Obs. sur Loi n° 2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques, Bull. 185, sept. 2015
- « Élargissement du champ de la postulation des avocats au ressort de la cour d'appel », Obs. sur Loi n° 2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques, Bull. 185, sept. 2015
- « Nouvelles incitations à recourir à la résolution amiable des litiges », Obs. sur D. n° 2015-282, 11 mars 2015 relatif à la simplification de la procédure civile à la communication électronique et à la résolution amiable des différends, Bull. 181, avril 2015
- « Solidarité des époux pour des dettes de santé », Note sur Cass. 1re civ., 17 déc. 2014, n° 13-25.117, n° 1472 P + B, Bull. 180, mars 2015
- « Conditions de la litispendance dans l'Union européenne », note sur Cass. 1re civ., 28 janv. 2015, n° 13-24.742, n° 203 P + B + I, Bull. 180, mars 2015
- « Qualité de partie à la transaction », Note sur Cass. 2e civ. 8 janv. 2015 n° 13-27.377 n° 24 P+B, Bull. n° 179

2014

- « Appel d'une décision assortie d'une astreinte », Note sur Cass. Soc. 22 octobre 2014, n° 12-19.587, n° 1956, FS-P+B+R, Bull. 177.
- « Contrôle du juge sur la transaction au moment de l'octroi de la force exécutoire », Note sur Cass. 1^e civ. 10 sept. 2014, n° 13-11.843, n° 1001 FS-P+B, Bull. 175.
- « Point de départ de l'astreinte en cas de confirmation d'un jugement », Note sur Cass. 2^e civ. 26 juin 2014, n° 13-16.899, n° 1119 P + B, Bull. n° 174
- « Transaction et rupture conventionnelle du contrat de travail », Note sur Cass. soc., 26 mars 2014, n° 12-21.136, n° 660 P + B + R, Bull. n° 171
- « Précisions suite à la suppression de la contribution pour l'aide juridique », Obs. sur Circulaire du 31 décembre 2013 relative à la présentation des dispositions de l'article 128 de la loi de finances n°2013-1278 pour 2014 supprimant la contribution pour l'aide juridique et du décret n°2013-1280 du 29 décembre 2013 relatives à la suppression de la contribution pour l'aide juridique, Bull. 168, févr. 2014
- « Date d'appréciation du comportement du débiteur pour liquider l'astreinte », Note sur Cass. 2^e civ. 9 janv. 2014, n° 12-25.297, n° 18 F-P+B, Bull. n° 168

¹ Les commentaires publiés avant 2011 ne sont pas mentionnés.

2013

« Procédure européenne de règlement des petits litiges : proposition de modification », Obs. sur Proposition de Règlement du parlement européen et du conseil modifiant le règlement (CE) n° 861/2007 du Parlement européen et du Conseil du 11 juillet 2007 instituant une procédure européenne de règlement des petits litiges, Bull. n° 166, déc. 2013.

« Contribution à l'aide juridique et respect du contradictoire », Note sur Cass. 2^e civ. 11 juill. 2013, n° 13-10.184, n° 1238 FS-P+B, Desert c/ Abreu, oct. 2013., Bull. 164

« Transaction en matière de droit pénal », Note sur Cass. 1^{re} civ., 10 avr. 2013, n° 12-13.672, n° 353 P + B + I, Bull. n° 161

« Une astreinte peut être prononcée à la suite d'une demande d'interprétation », Note sur Cass. 2^e civ. 15 nov. 2012, FS-P+B, n° 08-11.061, Bull. n° 156

2012

« Sanction de la confusion de la tutelle et de la gestion de sociétés », Note sur Cass. 1^{re} civ., 12 juill. 2012, n° 11-13.161, n° 918 P + B + I, Bull. n° 153

« Sanction de la confusion entre le mandat et la représentation en justice », Note sur Cass. 3^e civ., 5 sept. 2012, n° 11-20.369, n° 907 P + B, Bull. n° 153

« Recevabilité d'une action indemnitaire en cas d'inexécution de la transaction », Note sur Cass. 1^e civ. 12 juill. 2012, n° 09-11.582, n° 947 F-P+B+I, Bull. n° 151

« Précisions sur la contribution pour l'aide juridique d'un montant de 35 euros », Note sur Cons. const., déc., 13 avr. 2012, n° 2012-231/234 QPC et Cass. soc., 28 mars 2012, n° 11-61.180, n° 1074 P + B + I, Bull. n° 149

« Nullité de la transaction en l'absence de mention manuscrite de la caution », Note sur Cass. 1^e civ., 8 mars 2012, n° 09-12.246, n° 292 P + B + I, Bull. n° 148

« Nouvelle mention obligatoire dans l'assignation en justice », Obs. sur Décret n° 2012-66 du 20 janvier 2012 relatif à la résolution amiable des différends, Bull. n° 146

« Appréciation de l'existence des concessions réciproques », Note sur Com. 25 oct. 2011, n° 10-23.538, n° 1030 F-P+B, Bull. n° 144

2011

« Impact du code des procédures civiles d'exécution en matière d'astreinte », Note sur Ordonnance n° 2011-1895 du 19 décembre 2011 relative à la partie législative du code des procédures civiles d'exécution, Bull. n° 145

« Précision sur les mentions de l'assignation en paiement », Note sur Décret n° 2011-1043 du 1^{er} septembre 2011 relatif aux mesures conservatoires prises après l'ouverture d'une succession et à la procédure en la forme des référés, Bull. n° 142, octobre 2011

« Divergence de jurisprudence sur le principe de concentration des moyens », Note sur Cass. 2^e civ. 26 mai 2011, n° 10-16.735, n° 1007 F-P+B, Bull. n° 140

« Contrôle du juge sur la transaction dans le cadre de l'article 1441-4 », Note sur Cass. 2^e civ. 26 mai 2011, n° 06-19.527, n° 1032 FS-P+B, Bull. n° 140

« L'instance en liquidation d'astreinte est nouvelle après celle l'ayant prononcée », Note sur Cass. 1^{re} civ., 17 mars 2011, n° 10-11.969, n° 287 P + B + I, Brai c/ Dunoyer, Bull. n° 137

« Action en liquidation d'astreinte à la demande du syndicat des copropriétaires », Note sur Cass. 2^e civ. 10 févr. 2011, n° 10-30.576, n° 277 FS-P+B, Bull. n° 136

« La cour d'appel, investie des pouvoirs du JEX, peut liquider l'astreinte », Note sur Cass. 2^e civ. 10 févr. 2011, n° 09-16.499, n° 279 FS-P+B, Bull. n° 136

« Le défaut de signification au curateur constitue un vice de fond », Cass. 1^{re} civ., 23 févr. 2011, n° 09-13.867, n° 187 P + B + I, Bull. n° 136

« Charge des dépens de la décision ordonnant d'expertise », Note sur Note sur Cass. 2^e civ. 10 févr. 2011, n° 10-11.774, n° 272 F-P+B, Bull. n° 136